 <p>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE</p>	<p>Direction des Politiques Economique et Internationale</p> <p>Service de la Production et des Marchés</p> <p>Sous-Direction de l'Elevage et des Produits Animaux</p> <p>Bureau des Bovins et Ovins</p> <p>Adresse : 3, rue Barbet de Jouy</p> <p>Suivi par : M.N. PROUTHEAU</p> <p>Tél : 01.49.55.46.13 Fax : 01.49.55.80.26 Réf. Interne : Réf. Classement :</p>	<p><b>CIRCULAIRE</b> <b>DPEI/SPM/C2001-4046</b></p> <p><b>Date : 03 AOUT 2001</b></p>
--	---	---


Date de mise en application : Immédiate

**Annule et remplace :**

Date limite de réponse : 31 août 2001

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche  
à

Madame et Messieurs les Préfets

 Nombre d'annexes : 2

**Objet : AIDE EXCEPTIONNELLE EN FAVEUR DU SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE**

**Bases juridiques :**

**Résumé :** La filière du veau de boucherie s'est trouvée confrontée à d'importantes difficultés liées aux répercussions de la crise bovine. Dans ce contexte, il a été décidé de mettre en œuvre une aide nationale exceptionnelle afin d'apporter un soutien à la production de veaux de boucherie. La présente circulaire expose les conditions et les modalités d'octroi de cette mesure gérée par l'OFIVAL.

**Mots-clés :** Aide nationale exceptionnelle, veau de boucherie

Plan de Diffusion	
<p>Pour exécution :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Monsieur le directeur de l'OFIVAL</li></ul>	<p>Pour information :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Mme et MM. les Préfets de département</li><li>- MM. les DRAF</li><li>- Mmes et MM. les DDAF</li><li>- Mme la directrice de l'ONILAIT</li><li>- réserve : 50 ex</li></ul>

La situation difficile qu'a connu le secteur du veau de boucherie, en raison des répercussions de la crise bovine, justifie un effort particulier de la part des pouvoirs publics.

C'est pourquoi, parallèlement au plan de soutien exceptionnel mis en œuvre en faveur des éleveurs de la filière bovine, le gouvernement a décidé d'allouer une aide spécifique en faveur de la production de veaux de boucherie dont la gestion et le paiement sont assurés par l'Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture (OFIVAL).

Fondé sur trois principes, ce dispositif doit être à la fois :

? **Ciblé** : il lie le soutien à l'impact de la crise bovine sur la filière vitellière, en ciblant les opérateurs qui ont été directement touchés par les effets de cette crise. En ce sens, le dispositif s'adresse aux éleveurs indépendants et aux entreprises d'intégration, qui, en tant que propriétaires des veaux de boucherie, ont subi une perte de revenu au moment de leur commercialisation.

Ce soutien est déterminé par le nombre de places de veaux à l'engraissement :

- dans le cas d'un éleveur indépendant, la détermination de l'aide accordée est effectuée sur la base du nombre de places d'engraissement détenues par cet éleveur,
- dans le cas d'une société d'intégration, le calcul s'opère sur la base du nombre total de places d'engraissement dépendant de cette société.

? **Modulé** : le dispositif tient compte d'une plus grande fragilisation des éleveurs indépendants ainsi que des petites entreprises, face aux répercussions de la crise bovine. La modulation du soutien se traduit par une dégressivité liée au nombre de places de veaux faisant l'objet d'une demande d'aide.

? **Plafonné** : par une limitation du nombre de places primées, de façon différenciée selon la catégorie du bénéficiaire (éleveur indépendant ou entreprise d'intégration).

## **1 - Bénéficiaires - Dépôt des demandes**

Le bénéfice de cette procédure est réservé au secteur du veau de boucherie, à l'exclusion des veaux nourris au pis ("veaux sous la mère", veaux lourds de l'Aveyron et du Ségala etc..) ainsi que des animaux maigres et semi-finis.

La mesure s'adresse aux personnes physiques ou morales, propriétaires des veaux lors de leur mise en marché, qui ont élevé ou ont fait élever à façon ces derniers.

**Une seule demande par bénéficiaire** peut être acceptée. Celle-ci sera établie, selon le cas, par :

- un éleveur indépendant (individuel ou GAEC) le cas échéant adhérent d'une organisation de producteurs (coopérative ou groupement de producteurs),
- une entreprise d'intégration.

**Les demandes d'aide devront parvenir au plus tard le 31 août 2001 à l'OFIVAL, à l'adresse suivante :**

**OFIVAL**  
**Service des Filières**  
**Division Productions Hors Sol et Diverses**  
**80, avenue des Terroirs de France**  
**75607 PARIS CEDEX 12**  
**☎ 01 44 68 51 13**  
**e-mail : dhs@ofival.fr**

## 2 - Détermination des places de veaux

Pour être prises en compte, les places de veaux mentionnées dans la demande d'aide, devront correspondre, d'une part, à des élevages ayant eu une production de veaux de boucherie effective entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 décembre 2000 et, d'autre part, aux places d'engraissement de veaux dénombrées au 1<sup>er</sup> janvier 2001 dans ces mêmes élevages.

Le caractère effectif de la production du second semestre 2000, sera admis si celle-ci est suffisamment significative par rapport au nombre de places déclarées dans la demande d'aide. Le volume de production sera évalué, par bénéficiaire et pour la période précitée, en fonction du nombre de veaux en cours d'engraissement et/ou du nombre de veaux abattus.

Sauf cas particulier dûment justifié, une demande ne sera pas considérée comme éligible au dispositif, s'il est constaté, pour le bénéficiaire en cause, un taux d'occupation des places de veaux inférieur à 50%, en moyenne, pendant cette même période.

## 3 - Montant de l'aide - Plafonnement

L'aide sera versée sur la base d'un soutien forfaitaire à la place de veau. Son montant unitaire sera dégressif en fonction du nombre total de places déclarées dans la demande d'aide et considérées comme éligibles à la mesure.

A cette fin, les tranches de production suivantes sont instaurées :

### 3 - 1 Eleveur indépendant

	Montant unitaire/place (en francs)
1 à 200 places	140
201 à 400	120
401 à 600	100
601 à 800	80

### 3 - 2 Société d'intégration

	Montant unitaire/place (en francs)
1 à 3000 places	100
3001 à 15000	75
15001 à 40000	50

### 3 - 3 Plafonnement de l'aide

Le nombre total de places susceptibles d'être primées sera limité à 800 pour un éleveur indépendant. Ce plafond sera porté à 40000 places pour une société d'intégration.

Dans le cas des GAEC regroupant des éleveurs indépendants, la règle de transparence s'applique. Dans ces conditions, les différents seuils de places figurant au point 3 - 1, de même que le plafond fixé à 800 places pour un éleveur indépendant, peuvent être multipliés par le nombre d'exploitations regroupées, dans la limite de trois.

Les dossiers présentés faisant l'objet d'une aide de moins de 2500 F ne seront pas traités.

#### **4 - Constitution des dossiers**

Les organisations professionnelles de la filière du veau de boucherie seront sollicitées par l'OFIVAL en vue de recenser les bénéficiaires potentiels, notamment les éleveurs individuels indépendants qui ne représentent qu'une faible proportion de l'ensemble des producteurs de veaux de boucherie.

L'OFIVAL, en collaboration avec ces mêmes organisations, sera chargé d'informer l'ensemble des bénéficiaires potentiels de cette mesure et de ses modalités opérationnelles.

Deux formulaires distincts serviront de support à la demande :

- l'un réservé aux éleveurs indépendants (annexe 1),
- l'autre destiné à une société d'intégration (annexe 2).

Ces formulaires seront adressés aux demandeurs potentiels, soit par les DDAF dans le cas des éleveurs individuels indépendants, soit directement par l'OFIVAL, soit par les organisations professionnelles.

#### **4 - 1 Demande déposée par un éleveur indépendant**

La demande d'aide présentée par un éleveur indépendant, sur le modèle figurant en annexe 1, devra être dûment remplie et signée par ce producteur. Elle devra comporter les informations suivantes :

- nom et adresse de l'éleveur,
- numéro PACAGE,
- mode de production {éleveur individuel indépendant ou membre d'une organisation de producteurs indépendants (OP)},
- nombre de places détenues au 1<sup>er</sup> janvier 2001,
- nombre de veaux présents dans l'élevage, au 1<sup>er</sup> janvier 2001,
- nombre de veaux abattus pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2001,
- nombre de veaux abattus en 2000.

A cette demande, seront joints les documents suivants :

- original du RIB de l'éleveur,
- une copie du relevé MSA 2000, mentionnant le nombre de places détenues (si ce relevé n'indique qu'un effectif de veaux, une conversion, en équivalent place, sera effectuée en divisant cet effectif par 2,2, soit le coefficient moyen annuel de remplissage par place).

#### **4 - 2 Demande déposée par une société d'intégration**

La demande d'aide présentée par une société d'intégration, sur le modèle figurant en annexe 2, devra être dûment remplie et signée par le représentant légal de cette structure. Elle devra comporter les informations suivantes :

- nom et adresse du siège de la structure,
- N°SIRET,
- nombre d'éleveurs en contrat avec la société d'intégration, au 1<sup>er</sup> janvier 2001,
- nombre de places dépendant de la société d'intégration, au 1<sup>er</sup> janvier 2001,
- nombre total de veaux présents dans les élevages, au 1<sup>er</sup> janvier 2001,
- nombre total de veaux abattus pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2001,
- nombre total de veaux abattus en 2000, en indiquant, dans le cas des sociétés d'abattage, les différents sites d'abattage.

A cette demande, seront joints les documents suivants :

- original du RIB de la structure,
- copie du contrat type conclu entre la société d'intégration et ses éleveurs,
- comptes financiers du dernier exercice clos,
- listing des informations suivantes concernant chacun des éleveurs en contrat au 1<sup>er</sup> janvier 2001 :
  - numéro PACAGE,
  - nom et prénom,
  - adresse du siège d'exploitation,
  - nombre de places détenues (en production ou en vide sanitaire).

L'OFIVAL adressera aux structures un support informatique simple afin d'assurer une transmission de ces informations par disquette ou par courrier électronique (e-mail : dhs@ofival.fr)

## 5 – Cas particulier

Il pourra être examiné, dans le cadre d'une instruction spécifique, le cas d'éleveurs, individuels ou intégrés, qui ont été soumis, dans les départements touchés par des foyers de fièvre aphteuse, aux mesures sanitaires prises pour lutter contre l'épizootie. Ces mesures ayant entraîné des restrictions, voire l'interdiction des mouvements des veaux de boucherie, ont pu, pour certains élevages, avoir eu pour conséquence de prolonger anormalement la durée d'engraissement des veaux. De ce fait, une indemnisation particulière pourra leur être octroyée, après étude au cas par cas par l'OFIVAL, en liaison avec les directions départementales de l'agriculture et de la forêt concernées.

## 6 - Instruction - Contrôles - Paiement

### 6 - 1 Eleveurs indépendants

Le versement de l'aide sera effectué par l'OFIVAL directement sur le compte de l'éleveur.

Toutefois, dans l'hypothèse où ce dernier est adhérent d'une OP, l'aide pourra, à la demande expresse de l'éleveur, être versée directement à l'OP dont il est membre.

Dans un délai d'un mois après réception du montant de l'aide ainsi perçue au titre de ses adhérents, l'OP adressera à l'OFIVAL un état de reversement et/ou d'affectation de la somme reçue, ventilé par adhérent. Cet état devra être signé du président de l'OP et visé de son commissaire aux comptes.

En vue d'une transmission groupée à l'OFIVAL, l'OP est chargée de rassembler les demandes de ses adhérents, y compris de ceux n'ayant pas opté pour que leur OP soit mandataire de l'aide.

Dans le cadre de contrôles réalisés notamment a posteriori, l'OFIVAL s'assurera que la demande présentée par un éleveur indépendant n'émane pas d'un éleveur éligible au dispositif, tel un producteur en contrat avec une société d'intégration. A cette fin, la vérification portera sur tout dossier déposé :

- par un **éleveur individuel indépendant** : l'Office confrontera les coordonnées de chacun de ces éleveurs avec les fichiers recensant les éleveurs en intégration, qui lui auront été transmis par les différentes sociétés d'intégration,
- par un **éleveur adhérent d'une organisation de producteurs indépendants** : l'Office vérifiera que le formulaire de demande d'aide est dûment attesté par l'OP, à l'emplacement réservé à cet effet.

## **6 - 2 Sociétés d'intégration**

L'aide calculée globalement par société d'intégration sera versée par l'OFIVAL sur le compte de cette structure.

L'Office s'assurera, notamment par des contrôles a posteriori, que les places déclarées au titre de l'aide correspondent effectivement à des élevages de producteurs en contrat avec cette structure, à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2001.

## **6 - 3 Information par l'OFIVAL sur les paiements réalisés**

Après réalisation du paiement, l'OFIVAL adressera une lettre d'information au bénéficiaire du versement de l'aide, lui indiquant le montant versé.

## **6 - 4 Contrôles et sanctions**

Tout demandeur s'engage à communiquer les documents justificatifs requis pour l'octroi de l'aide. Les pièces constitutives des dossiers seront conservées à l'OFIVAL.

Outre les contrôles a priori effectués au moment de l'instruction des demandes, des contrôles a posteriori, aléatoires ou orientés en fonction d'une analyse de risques dont l'un des principaux critères sera l'importance de l'aide octroyée, peuvent être effectués à tout moment.

En plus de celles mentionnées aux points 5.1 et 5.2, les vérifications a posteriori porteront notamment sur l'éligibilité des bénéficiaires, leur capacité de production et le taux d'occupation des places de veaux au cours des périodes de référence.

En outre, l'attribution de cette aide directe pourra faire l'objet de contrôles effectués par les corps de contrôle de l'Etat, chargés de vérifier l'affectation des aides publiques.

Lorsqu'à l'issue d'un contrôle, le nombre de places constatées s'avèrera inférieur au nombre de places déclarées dans la demande d'aide et considérées comme éligibles à la mesure, le nombre de places servant de base au calcul de l'aide sera diminué du double du nombre de places en écart.

En cas de fraude ou de fausse déclaration, faite délibérément ou par négligence grave, la demande sera refusée en totalité.

Les aides indûment versées feront l'objet de mise en recouvrement par l'OFIVAL des montants concernés.

Jean GLAVANY



## C - Cas particulier d'un adhérent d'une organisation de producteurs

Je soussigné, .....

- déclare être adhérent d'une organisation de producteurs (groupement de producteurs ou coopérative) dont les coordonnées sont les suivantes :

Nom de l'organisation de producteurs (OP) : .....

Adresse complète : .....

.....

☎ : | | | - | | | - | | | - | | | - | | | -

- donne par la présente mandat à l'organisation de producteurs indiquée ci-dessus, de gérer administrativement mon dossier de demande d'aide,

- ☐ (case à cocher en cas de mandat de paiement à l'OP)  
autorise l'OFIVAL à effectuer le versement de l'aide à laquelle je peux prétendre sur le compte bancaire ouvert au nom de l'organisation de producteurs précitée.

A..... le .....

Signature <sup>(1)</sup> :

Visa du Président  
et cachet de l'Organisation de Producteurs <sup>(2)</sup>

*Cette demande, dûment complétée et signée, est à transmettre directement à l'OFIVAL à l'adresse suivante :*

**OFIVAL (Office National Interprofessionnel des Viandes, de l'Elevage et de l'Aviculture)**

**Service des Filières - Division Productions Hors Sol et Diverses**

**80, avenue des Terroirs de France**

**75607 PARIS CEDEX 12 ☎ : 01.44.68.51.13**

**Joindre les documents suivants :**

- *Relevé d'identité bancaire original au nom du demandeur (sauf dans le cas où ce dernier désigne l'OP comme mandataire de l'aide, cf. partie C ci-dessus)*
- *Copie du relevé de la Mutualité Sociale Agricole pour l'année 2000, mentionnant le nombre de places détenues.*



- (1) Selon le cas, signature soit du chef d'exploitation, soit du représentant légal en cas de forme sociétaire, soit de tous les associés en cas de GAEC.
- (2) L'organisation de producteurs transmet à l'OFIVAL son relevé d'identité bancaire et l'ensemble des demandes de ses adhérents avec ou sans mandat de paiement.

<b>OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES VIANDES, DE L'ELEVAGE ET DE L'AVICULTURE</b> 80, avenue des Terroirs de France 75607 PARIS CEDEX 12	<b>ANNEXE 2</b> -----  <b>Demande d'aide en faveur du secteur du veau de boucherie</b>	<b>Cadre réservé à l'OFIVAL</b>	
		<b>N° de Dossier :</b>	
		<b>Nom du bénéficiaire</b>	
		<b>Date de dépôt :</b>	
		<b>Nombre de places à primer :</b>	

## SOCIETE D'INTEGRATION

### A - Identification du demandeur

Dénomination sociale de la société d'intégration : .....

Forme juridique : .....

**N° SIRET :** | | | | | | | | | | | | | | | |

Adresse du Siège Social : .....

Code postal : ..... Ville : ..... Tél. : .....

Nom du chargé de dossier : .....

**☎ :** | | | - | | | - | | | - | | | - | | | -

### B - Déclarations et engagements du demandeur

Je soussigné, .....en ma qualité de représentant légal de la société d'intégration dénommée ci-dessus :

- sollicite le bénéfice de l'aide en faveur du secteur « veau de boucherie »,
- déclare que la société est en contrat d'intégration avec chacun des producteurs de veaux de boucherie recensés dans la liste transmise à l'OFIVAL et être propriétaire des veaux mis en place chez ces éleveurs,
- déclare que les capacités de production de la société sont les suivantes :

<b>Nombre de producteurs de veaux de boucherie en contrat d'intégration avec la société à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2001 :</b>	
--	--

<b>Nombre de places d'élevage de veaux de boucherie détenues par ces éleveurs à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2001 :</b>	
--	--

<b>Nombre de veaux de boucherie présents dans ces élevages, le 1<sup>er</sup> janvier 2001 :</b>	
--	--

<b>Nombre de veaux de boucherie produits dans ces élevages et abattus pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2001 :</b>	
--	--

<b>Nombre de veaux de boucherie produits dans ces élevages et abattus pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2000 :</b>	
--	--

➤ certifie l'exactitude des informations concernant les éleveurs intégrés par ma structure transmises à l'OFIVAL par :

- € disquette jointe  
 (cocher la case correspondante)      € courrier électronique ( e.mail : dhs@ofival.fr) le .....
- m'engage à accepter et à faciliter les contrôles susceptibles d'être effectués par les autorités compétentes,
  - atteste sur l'honneur l'exactitude des renseignements fournis dans cette demande et m'expose, en cas de fausse déclaration, au rejet de celle-ci.

A....., le.....  
 (Signature, qualité du signataire, cachet de la société d'intégration)

*Cette demande, dûment complétée et signée, est à transmettre directement à l'OFIVAL à l'adresse suivante :*

**OFIVAL (Office National Interprofessionnel des Viandes, de l'Elevage et de l'Aviculture)**

**Service des Filières - Division Productions Hors Sol et Diverses**

**80, avenue des Terroirs de France**

**75607 PARIS CEDEX 12**

**☎ : 01.44.68.51.13**

**Joindre les documents suivants :**

- **Relevé d'identité bancaire original,**

- *Comptes financiers du dernier exercice clos,*
- *Récapitulatif du nombre de veaux abattus par site d'abattage au cours de l'année 2000 (si société d'abattage).*